

FORMULAIRE DE CANDIDATURE POUR LES CATEGORIES 1 A 5

ATTENTION : l'utilisation de ce formulaire pour répondre à la consultation visée au point II est obligatoire. A défaut de remise de ce formulaire, la candidature sera rejetée.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'ensemble des documents listés ci-dessous doit être fourni obligatoirement dans le dossier de candidature.

Il est indispensable de ne pas oublier la preuve de l'enregistrement à un registre professionnel, et la preuve de la satisfaction aux obligations fiscales et sociales.

Un dossier incomplet ne peut pas être accepté et est donc rejeté.

En cas de dossier incomplet, le candidat aura la possibilité de transmettre à nouveau sa candidature, et devra fournir à nouveau l'ensemble des documents listés ci-dessous.

I – Identification de l'acheteur

France Education International (FEI) 1 avenue Léon Journault 92318 SEVRES Cedex

II – Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la mise en place d'un système d'acquisition dynamique (SAD) pour des prestations d'experts pour les activités du département de coopération en éducation (DCE) et du département langue française (DLF).

III – Identification du candidat

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale, le statut (Autoentrepreneur, entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET ; à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine du candidat.]

IV – Objet de la candidature

La candidature est présentée pour admission et référencement au Système d'Acquisition Dynamique.

V – Renseignements sur l'inscription à un registre professionnel

Le candidat doit fournir la preuve qu'il est inscrit sur un registre professionnel (ex : extrait Kbis pour société établie en France [ou équivalent pour société non établie en France](#)).

VI – Renseignements relatifs à la capacité économique et financière du candidat

Sans objet

VII – Renseignements relatifs aux références du candidat

La capacité technique et professionnelle du candidat sera appréciée sur la base de sa formation et de son expérience professionnelle en ce qui concerne les prestations d'expertes et d'experts pour différentes missions conduites par le DCE et le DLF. Le candidat devra démontrer son expérience professionnelle, ses compétences techniques et ses connaissances notamment dans les champs de l'éducation, de la formation, de la gouvernance des systèmes éducatifs, de la gouvernance éducative, de l'évaluation, de la planification, de l'économie de l'éducation ou encore de l'articulation entre éducation et insertion professionnelle.

Le candidat remplit le modèle de références, s'il s'agit d'une candidature d'une personne morale, c'est-à-dire une entité (annexe 2 au présent formulaire de candidature) / de CV, s'il s'agit d'un candidat individuel, c'est-à-dire d'une personne physique, (annexe 3 au présent formulaire de candidature).

Les références fournies par la personne physique ou morale se portant candidate devront être au nombre de 5 maximum, et devront avoir eu lieu au cours des 10 dernières années.

Les domaines de compétence des experts susceptibles d'être exigés et les exemples de missions susceptibles d'être mise en œuvre sont décrits dans le cahier des clauses particulières (CCP).

VIII – Preuve de la satisfaction aux obligations fiscales et sociales

Le candidat prouve qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales, en fournissant tout moyen de preuve ([dernière attestation URSSAF ou équivalent disponible pour candidats non français](#), [dernière attestation fiscale ou équivalent disponible pour candidats non français...etc.](#))

IX – Déclaration sur l'honneur

Le candidat complète, date et signe la déclaration sur l'honneur relative aux critères d'exclusion et à l'absence de conflit d'intérêt fournie en Annexe 1 au présent formulaire.

X – Relevé d'identité bancaire

Le candidat complète joint impérativement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Certains pays ou banque ne délivrent pas de relevé d'identité bancaire. Dans ce cas, le candidat fait également signer la « Fiche d'identité tiers » par l'établissement bancaire.

SIGNATURE

Signature de l'Expert individuel candidat ou le cas échéant de la personne habilitée à engager la personne morale candidate	
Nom :	Je déclare présenter ma candidature dans le cadre de la consultation citée au point II ci-dessus.
Prénom :	Date :
Fonction :	Signature :

ANNEXE 1 : DECLARATION SUR L'HONNEUR RELATIVE AUX CRITERES D'EXCLUSION, A L'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERET

[Complétez ou supprimez les parties grisées en italiques entre crochets]

Objet du marché : système d'acquisition dynamique pour des prestations d'experts pour les activités du département de coopération en éducation (DCE) et du département langue française (DLF)

[Le][La] soussigné[e] (*nom du signataire du présent formulaire*) :

☐ agissant en son nom propre (*dans le cas d'une candidature d'une personne physique disposant d'une personnalité juridique*)

ou

☐ agissant en qualité de représentant de la personne morale suivante :

dénomination officielle complète : _____

forme juridique officielle : _____

adresse officielle complète : _____

1. déclare qu'il/qu'elle ne se trouve pas dans une situation mentionnée aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et notamment dans une situation faisant qu'il/qu'elle :
 - a) est en état ou fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
 - b) a fait l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement rendu par une autorité compétente d'un État membre ayant force de chose jugée pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;
 - c) a commis, en matière professionnelle, une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier, y compris par une décision de la Banque européenne d'investissement ou d'une organisation internationale ;
 - d) n'a pas respecté ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou ses obligations relatives au paiement de ses impôts selon les dispositions légales du pays où il/elle est établi(e) ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter¹ ;
 - e) a fait l'objet d'un jugement ayant force de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment de capitaux ou toute autre activité illégale, lorsque

¹ Des attestations ou des courriers récents, émis par les autorités compétentes de l'État concerné, sont requis. Ces documents doivent apporter la preuve du paiement de tous les impôts, taxes et cotisations de sécurité sociale dont le soumissionnaire est redevable, y compris la TVA, l'impôt sur le revenu (personnes physiques uniquement), l'impôt sur les sociétés (personnes morales uniquement) et les charges sociales.

ladite activité illégale porte atteinte aux intérêts financiers d'Expertise France ou de l'Etat français ;

- f) fait l'objet d'une sanction administrative pour s'être rendu(e) coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés par le pouvoir adjudicateur pour sa participation à une procédure d'octroi d'une subvention ou de passation d'un autre marché, ou n'a pas fourni ces renseignements, ou pour avoir été déclaré(e) en défaut grave d'exécution de ses obligations en vertu de marchés ou de subventions financés par le budget d'Expertise France ou de l'Etat français.

- 2. déclare que les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle² sur l'entité légale susmentionnée ne se trouvent pas dans la situation visée aux points b) ou e) ci-dessus ;

- 3. déclare qu'il/qu'elle :

- a) ne se trouve pas en situation de conflit d'intérêts par rapport au marché ; un conflit d'intérêts peut notamment résulter d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de tout autre type de relations ou d'intérêts communs ;
- b) fera connaître, sans délai, au pouvoir adjudicateur toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts ;
- c) n'a pas consenti, recherché, cherché à obtenir ou accepté, et s'engage à ne pas consentir, rechercher, chercher à obtenir ou accepter, d'avantage, financier ou en nature, en faveur ou de la part d'une quelconque personne lorsque cet avantage constitue une pratique illégale ou relève de la corruption, directement ou indirectement, en ce qu'il revient à une gratification ou une récompense liée à l'attribution du marché ;
- d) a fourni des renseignements exacts, sincères et complets au pouvoir adjudicateur dans le cadre de la présente procédure de passation de marché ;

- 4. reconnaît qu'il/elle peut être frappé de sanctions judiciaires, administratives et financières s'il est établi que de fausses déclarations ont été faites ou que de fausses informations ont été fournies. En cas d'attribution du marché, les éléments suivants doivent être fournis sur demande et dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

Pour les cas mentionnés aux points a), b) et e), un extrait récent du casier judiciaire est requis ou, à défaut, un document équivalent récent, délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance, faisant apparaître que les exigences concernées sont satisfaites³.

En ce qui concerne les situations décrites aux points a), b), d) et e), lorsqu'un document visé aux deux paragraphes ci-dessus n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, à défaut, une déclaration solennelle, faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

² À savoir les chefs d'entreprise, les membres des organes de direction ou de surveillance et les personnes physiques détenant, à titre individuel, la majorité des parts.

³ Si le soumissionnaire est une personne morale et que le droit national du pays dans lequel il est établi ne prévoit pas la fourniture de tels justificatifs pour les personnes morales, ces documents sont demandés pour les personnes physiques, comme les chefs d'entreprise ou toute personne ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle du soumissionnaire.

Si le soumissionnaire est une personne morale, des renseignements concernant les personnes physiques ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur cette personne morale ne doivent être fournis qu'à la demande du pouvoir adjudicateur.

5. déclare qu'il/qu'elle :
- a) n'acquière pas et ne fournit pas/ne va pas acquérir ou fournir du matériel et n'intervient/ ne va pas intervenir dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France. A titre d'information, la liste peut être consultée sur le site suivant : <https://www.sanctionsmap.eu> ;
 - b) ne figure pas sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies, l'Union Européenne, la France et/ou les États-Unis, notamment au titre de la lutte contre le financement du terrorisme et contre les atteintes à la paix et à la sécurité nationales. A titre d'information, les listes peuvent être consultées aux références ci-dessous :
 - pour les Nations Unies, recueil des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies : <https://www.un.org/sc/suborg/fr/sanctions/un-sc-consolidated-list>,
 - pour l'Union européenne, les listes peuvent être consultées à l'adresse suivante : <https://www.sanctionsmap.eu>,
 - pour la France, voir : [http://www.tresor.economie.gouv.fr/4248 Dispositif-National-de-Gel-Terroriste](http://www.tresor.economie.gouv.fr/4248_Dispositif-National-de-Gel-Terroriste) ;
 - pour les États-Unis, voir : <https://home.treasury.gov/policy-issues/financial-sanctions/sanctions-programs-and-country-information>,
 - c) n'est pas sous le coup d'une décision d'exclusion prononcée par la Banque Mondiale et ne figurons pas à ce titre sur la liste publiée par la Banque Mondiale. A titre d'information, la liste peut être consultée à l'adresse électronique suivante : <https://www.worldbank.org/en/projects-operations/procurement/debarred-firms>
(dans l'hypothèse d'une telle décision d'exclusion, nous pouvons joindre à la présente déclaration sur l'honneur les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d'exclusion n'est pas pertinente dans le cadre du marché).
6. reconnait et accepte que les situations ci-dessus exposées peuvent entraîner la résiliation de plein droit du marché.
7. S'engage à communiquer sans délai à FEI tout changement de sa situation au cours de l'exécution du marc.
8. déclare avoir pris connaissance des dispositions de la présente attestation et s'engage à s'y conformer tout au long de la procédure de passation.

Commenté [BV1]: y a t-il une adresse générique pour cela et tout e autre communication sur ce sujet avec FEI?

Commenté [ML2R1]: Tous les échanges se font pas PLACE

Signature d'une personne habilitée à engager et à représenter le candidat <i>Cet encart est à signer dans le cas d'une candidature déposée par une personne morale</i>	
Nom : Prénom : Fonction :	Date : Signature :

ANNEXE 2 : MODELE DE REFERENCES

<i>Titre de la mission</i>	<i>Pays et donneur d'ordre</i>	<i>Valeur du marché</i>	<i>Nombre d'experts mobilisés *</i>	<i>Dates</i>
<i>Description de la mission</i>		<i>Compétences et profil des experts</i>		

*Le CV des experts mobilisés est joint à l'annexe 2.

CURRICULUM VITAE EXPERT (5 pages maximum):

Langue	Compris	Parlé	Écrit

[illegible][illegible]

8. Expérience professionnelle - Consultations

Date	Pays	Société, bailleur, et personne de référence	Description des tâches réalisées (qualifications clés/domaine d'expertise)

9. Références (Nom, prénom, poste, structure, adresse email)

Signature de l'expert